

Unité départementale Le Havre  
48 rue Denfert Rochereau  
BP 59  
76084 Le Havre Cedex

Le Havre, le 07/05/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 15/04/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EXXONMOBIL CHEMICAL FRANCE**

Usine de Lillebonne  
BP 52  
76330 Port-Jérôme-Sur-Seine

Références : 20250415\_VI\_EMCF-LPP\_Cessation  
Code AIOT : 0005800496

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 15/04/2025 dans l'établissement EXXONMOBIL CHEMICAL FRANCE implanté Chemin départemental 173 BP 53 76170 Lillebonne. L'inspection a été annoncée le 08/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le 10/02/2025 une notification de cessation totale et définitive des activités de l'établissement de Lillebonne. Il a également transmis, le 02/04/2025, un document indiquant que l'ensemble des activités soumises à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) ont bien été totalement arrêtées, comme prévu dans la notification, associé à une demande d'arrêt de la surveillance des effluents aqueux.

La visite du 15/04/2025 avait pour but :

- d'une part, de vérifier que l'ensemble des activités soumises à la réglementation des ICPE sont

bien arrêtées et notamment que l'ensemble des produits susceptibles de causer une pollution des eaux ou du sol ont bien été évacués ;  
- d'autre part, de visualiser les mesures proposées par l'exploitant pour garantir l'absence de pollution des rejets pendant les phases de déconnexion et de nettoyage des équipements.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EXXONMOBIL CHEMICAL FRANCE
- Chemin départemental 173 BP 53 76170 Lillebonne
- Code AIOT : 0005800496
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société ExxonMobil Chemical France (EMCF) exploite une unité de production de polypropylène sur la commune de Lillebonne.

**Thèmes de l'inspection :**

- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Arrêt des activités soumises à la nomenclature des ICPE	Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 1.2.1	Sans objet
2	Allègement de l'autosurveillance des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 4.3.7	Sans objet
3	Mesures de concentration en COV dans les rejets atmosphériques canalisés	AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 1	Levée de mise en demeure

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des activités ICPE sont bien arrêtées et les produits dangereux ont été évacués.

L'inspection propose (en annexe) un projet d'arrêté préfectoral complémentaire visant à réduire la fréquence de surveillance des effluents aqueux de l'exploitant, conditionné à la mise en œuvre des mesures proposées par l'exploitant pour garantir l'absence de pollution des rejets pendant les phases de déconnexion et de nettoyage des équipements dans le cadre de la cessation d'activité.

**Les observations de l'exploitant sur ce projet d'arrêté sont attendues sous 15 jours.**

Par ailleurs, les activités des ateliers ATS et MPP ayant cessé, les rejets de composés organiques volatils associés ont également cessé, ce qui amène l'inspection à proposer la levée de la mise en demeure du 08/12/2022 concernant la surveillance de ces émissions.

## 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Arrêt des activités soumises à la nomenclature des ICPE

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 1.2.1				
Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE				
Prescription contrôlée :				
Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées				
Rubrique	Intitulé	Produit / Activité	Quantité	Classement
1414-3	G a z inflammables l i q u é f i é s (installation de remplissage de réservoirs)	Poste GPL pour chariots	-	DC
1510-3	E n t r e p ô t s c o u v e r t s (stockage de matières ou p r o d u i t s combustibles dans des)	MP : 17 114 m3Entrepôt 6 : 8 084 m3	25 198 m3	DC
1530-3	Papiers, cartons (dépôt de)		2 275 m3	DC
1630-2	S o u d e o u p o t a s s e c a u s t i q u e (emploi ou stockage de lessives de).	Soude 48 % : 50 m3Soude 24 % : 50 m3	150 tonnes	D
2160-2-b	Silos de produit o r g a n i q u e dégageant des p o u s s i è r e s inflammables	Silos poudre : 9 206 m3Silos granulés : 5 246 m3	14 446 m3	DC

<b>2566-1-a</b>	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique	Puissance du four : 146 kW V o l u m e supérieur à 2 000 l		<b>A</b>
<b>2640-2-a</b>	Colorants et pigments organiques, minéraux et naturels (emploi de)	MPP : 12,25 t/j ATS : 23,16 t/j DAT : 0,12 t/j	<b>35,53 t/j</b>	<b>A</b>
<b>2660</b>	Polymères (fabrication industrielle)			<b>A</b>
<b>2661-1-a</b>	Polymères (transformation de)	MPP : 766 t/j ATS : 500 t/j	<b>1 266 t/j</b>	<b>A</b>
<b>2662-1</b>	Polymères (stockage de)	Entrepôt 2 : 10 879 m3 Entrepôt 3 : 10 728 m3 Entrepôt 4 : 8 923 m3 Entrepôt 5 : 2 448 m3 S t o c k a g e extérieur : 61 365 m3 Stockage en UBC : 9 125 m3	<b>103 468 m3</b>	<b>A</b>
<b>2910-A-1</b>	Combustion (gaz naturel)	Chaudière 2 : 17,6 MW Chaudière 3 : 26,4 MW Chaudière A : 0,67 MW Chaudière B : 0,67 MW Four Schwing :	<b>45,482</b>	<b>A</b>

		Four Schwing : 146 kW		
2915-1-b	C h a u f f a g e (Procédés de) utilisant comme f l u i d e caloporteur des c o r p s organiques combustibles		550	D
2921-a	Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air	3 cellules	18 604 kW	E
3410 h	Fabrication par transformation chimique de polymères			A
4130-2-b	Toxicité aiguë catégorie 3 par i n h a l a t i o n (l i q u i d e s)	Catalyseur + biocide	<10 tonnes	D
4310	G a z inflammables Catégorie 1 et 2.	C O et gaz présents dans le procédé	<10 tonnes	DC
4422-2	P e r o x y d e s organiques type E		<5 tonnes	D
4510-2	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie 1.	Divers additifs ou mélanges <40 tonnes Atmer163 <5 tonnes Atmer7105 <5	<55 tonnes	DC

		Atmer7105<5 tonnes Javel<5 tonnes S p e c t r u s NX1100<0,05t		
4718	G a z inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Propylène : 96 tonnes Propane pour chariots : 3,2 tonnes	<100 tonnes	A
4802-2-a	Gaz a effet de serre fluorés ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone (emploi dans d e s équipements frigorifiques clos)		<500 kg	DC

#### Constats :

L'inspection a constaté que l'ensemble des activités listées dans le tableau de classement ICPE repris ci-dessus ont effectivement été totalement arrêtées :

- les matières combustibles présentes dans les entrepôts ont été évacuées (à l'exception d'un volume négligeable de palettes et octabins utilisés pour l'évacuation de filtres dans le cadre de la cessation d'activité) ;
- l'ensemble des billes de polypropylène stockées dans les silos (constat par sondage sur le silo 27ATS) et sur les zones de stockage extérieures (constat exhaustif sur l'ensemble des zones) ont été évacuées ;
- les locaux de stockage de peroxydes ont été vidés (constat direct pour l'un des deux locaux, et constat via photographie récente pour l'autre) ;
- les stockages d'additifs (Atmer) pour la polymérisation ont été évacués ;
- les conteneurs de stockage de triéthylaluminium ont été évacués ;
- les bouteilles de monoxyde de carbone servant à l'arrêt d'urgence de la réaction de polymérisation ont été évacuées ;
- les bacs de stockage de soude et d'acide chlorhydrique ont été vidés (niveau nul et vannes de fond ouvertes) ;
- les équipements de production de polymères sont arrêtés et les alimentations en matières

premières sont déconnectées ;

- les ateliers de transformation de polymères sont également arrêtés, ne sont plus alimentés par les installations de production qui sont arrêtées (voir point précédent) et les stockages de colorants/pigments ont été évacués ;
- les tours de refroidissement sont arrêtées et vidées et les stockages de produits chimiques associés ont été repris par le sous-traitant ;
- les chaudières sont arrêtées.

Plus aucune activité soumise à la nomenclature des ICPE ne subsiste donc sur le site.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Allègement de l'autosurveillance des rejets aqueux

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 04/04/2011, article 4.3.7

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets aqueux

**Prescription contrôlée :**

Les paramètres et la fréquence de l'autosurveillance des eaux industrielles sont répertoriés dans le tableau ci-dessous.

Paramètre	Code SANDRE	Concentration maximale mg/l	Flux journalier maximal kg/j	Fréquence de surveillance
MES	1305	35	70	Quotidienne
DBO5	1313	30	60	Bimensuelle
DCO	1314	125	250	Quotidienne
Azote global	1551	15	30	Trimestrielle
A m m o n i u m ( N H 4 <sup>+</sup> )	1335	/	/	Trimestrielle
Phosphore total	1350	3	4	Trimestrielle



Cuivre	1392	0,15	0,3	Trimestrielle
Plomb	1382	0,1	0,1	Trimestrielle
Zinc	1383	0,8	0,5	Trimestrielle
AOX	1106	1	2	Mensuelle
Hydrocarbures totaux	7009	5	10	Bimensuelle
Trichlorométhane (chloroforme)	1135	0,05	0,02	Annuelle
Nonylphénols	6598	0,025	0,005	Trimestrielle
Fer et aluminium	7714	5	10	Trimestrielle
Fer	1393	/	5	Trimestrielle
Aluminium	1370	/	5	Trimestrielle

**Constats :**

Dans le document transmis à l'inspection des installations classées le 02/04/2025, l'exploitant demande l'arrêt total de l'autosurveillance du rejet principal (rejet 2 + MPP) compte tenu de l'arrêt des activités classées. Il est à noter qu'historiquement, ce point de rejet capte à la fois des effluents industriels liés au procédé ou aux installations annexes, mais aussi des eaux pluviales ruisselant sur la zone de production (zone polymérisation).

L'arrêt total de l'ensemble des activités classées et l'évacuation des produits dangereux ont bien été constatés par l'inspection (voir point de contrôle précédent), ce qui garantit l'absence d'effluents industriels liés au fonctionnement des installations de production ou des installations annexes.

Toutefois, des risques de pollution des rejets aqueux subsistent pendant les phases de déconnexion et de nettoyage des équipements ayant accueilli des matières dangereuses dans le cadre de la cessation d'activité. Les éventuelles traces de produits qui rejoindraient les égouts directement ou par lessivage des sols par les eaux pluviales pourraient contaminer le rejet d'eaux industrielles. Pendant ces phases, l'exploitant a proposé les mesures suivantes pour assurer l'absence de risque de pollution :

- suivi de procédures strictes impliquant l'utilisation de conteneurs et donc l'absence de rejet d'effluents aux égouts ;
- obturation préalable du conduit d'évacuation de la fosse de collecte des effluents de la zone de polymérisation pendant les opérations pouvant présenter des risques de déversement d'effluents au sol : l'inspection a constaté pendant la visite la mise en place de l'obturateur ;
- possibilité d'obturation par des vannes manuelles au niveau du point de rejet : l'inspection a constaté la présence de ces vannes ;
- maintien en service des filtres présents sur les différents réseaux d'effluents aqueux du site pour capter les granulés de plastiques industriels jusqu'à la fin de la réhabilitation du site.

Compte tenu des éléments ci-avant, l'inspection propose :

- de diminuer la fréquence de surveillance des effluents industriels à trimestrielle pour l'ensemble des paramètres suivis, avec un prélèvement sur 24 heures asservi au temps et non plus au débit (compte tenu des débits faibles et irréguliers attendus, dépendant uniquement de la pluviométrie) ;
- de prescrire les mesures proposées par l'exploitant pour garantir l'absence de pollution des effluents aqueux.

**Un projet d'arrêté préfectoral complémentaire en ce sens est fourni en annexe. Les observations de l'exploitant sur ce projet d'arrêté sont attendues sous 15 jours.**

Cette surveillance pourra être réadaptée en fonction des risques générés par les éventuelles actions de dépollution réalisées pendant la phase travaux de la cessation d'activité.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Mesures de concentration en COV dans les rejets atmosphériques canalisés**

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 08/12/2022, article 1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

La société EXXONMOBIL CHEMICAL FRANCE, dont le siège sociale est situé 20 rue Paul Hérault

<p>92000 NANTERRE, est mise en demeure de respecter :</p> <p>- avant le 31 décembre 2023, les dispositions des points I à IV de l'article 58 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié pour l'ensemble de ses rejets canalisés de composés organiques volatils ; [...]</p> <p><u>Article 58 de l'arrêté du 02/02/1998 :</u></p> <p>I. Pour l'ensemble des polluants réglementés, l'exploitant met en place un programme de surveillance de ses émissions. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.</p> <p>La nature, la fréquence et les conditions des mesures définissant le programme de surveillance des émissions sont fixés, en tant que de besoin, par l'arrêté d'autorisation. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Dans son courrier référencé 2312SJ259/GR-EOS5358&amp;EOS5387 daté du 30 décembre 2023, l'exploitant a recensé l'ensemble des rejets canalisés de composés organiques volatils (COV) de l'établissement de Lillebonne, qui sont localisés au niveau de silos, d'équipements ou de ventilateurs des ateliers MPP et ATS.</p> <p>Comme indiqué au point de contrôle n°1, l'ensemble des activités de ces ateliers sont définitivement arrêtées, et les silos ont été vidés. Il n'y a donc plus de rejets de COV. Ainsi, il n'y a plus de surveillance des émissions de COV à mettre en place en application des points I à IV de l'article 59 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 et le premier point de l'article 1er de la mise en demeure du 08/12/2022 est donc respecté. Le respect du second point du même article concernant la rétention du stockage de triéthylaluminium avait été vérifié lors d'une précédente inspection.</p> <p>L'ensemble des points étant respecté, l'inspection propose la levée de la mise en demeure du 08/12/2022.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Levée de mise en demeure</p>